

SÉNAT Évolution du droit local Réduit aux acquis

Seuls deux des neuf articles de la proposition de loi d'André Reichardt portant sur la « modernisation » de dispositions du droit local ont résisté hier au vote du Sénat. Le PS jugeait les autres anticonstitutionnelles ou prématurées.

Le Sénat a adopté hier en première lecture la proposition de loi d'André Reichardt visant à « moderniser » des dispositions du droit local (*DNA des 8 et 18 juin*). Une version limitée à sa portion congrue », a déploré le sénateur UMP du Bas-Rhin à l'issue du débat au cours duquel la majorité socialiste a supprimé sept des neuf articles de son texte, suivant l'avis du rapporteur de la commission des lois et celui du gouvernement. Les deux articles adoptés concernent le renouvellement et la conservation du cadastre ainsi que la péréquation de l'impôt foncier en Alsace-Moselle d'une part, et la modernisation du droit local des associations coopératives d'autre part. Les propositions concernant le financement des corporations ainsi que la « modernisation » du cadastre et du repos dominical (et pendant les jours fériés) ont été rejetées.

Au nom du groupe socialiste, Patricia Schillinger n'a cessé de regretter « l'absence de concertation et de consensus » sur ce texte. « Le droit local ne doit pas être un élément de confrontation entre la droite et la gauche, nous aurions dû être associés en amont », a lancé la sénatrice PS du Haut-Rhin

après avoir rappelé que son collègue Roland Ries « plaide pour une approche progressiste du droit local ». L'élue s'est dite « frustrée à la lecture de ce texte fourre-tout » tout en estimant que « la méthode choisie d'une niche UMP, à trois mois des élections sénatoriales, n'est pas la bonne ».

Regrettant « l'image surannée et archaïque dont souffre le droit local au Sénat », sa collègue Esther Sittler a défendu au contraire la proposition de loi qui « apporte des réponses aux enjeux actuels ». « Le droit local est le ciment de l'identité des trois départements », a répété la sénatrice UMP du Bas-Rhin.

À plusieurs reprises, Jean-Pierre Michel, rapporteur de la commission des lois, a accusé André Reichardt de vouloir « contourner la décision du Conseil Constitutionnel ». Fabienne Keller, sénatrice UMP du Bas-Rhin, a « regretté » pour sa part que « Roland Ries et Patricia Schillinger, tout en faisant semblant de défendre le droit local, démontent le texte ».

Piqué au vif, André Reichardt a rappelé les « sollicitations » faites aux sénateurs socialistes alsaciens, « restées sans réponse ». « L'approche politicienne n'est pas de mon côté », a-t-il lancé aux bancs socialistes.

« Chaque groupe politique aurait dû signer le même texte », a expliqué Patricia Schillinger. « Il faut que nous reparlions et que nous proposons un texte qui rassemble tout le monde. » Après les sénatoriales de septembre 2014 et avant les régionales de décembre 2015 ?

FRANCK BUCHY

SOCIAL Congrès national de la CGT-Crous Un rôle social contre la misère étudiante

Alors que la fermeture du resto U Pasteur vient d'être votée, la CGT Crous, qui tient son congrès national à Strasbourg, considère que la mission sociale des œuvres universitaires se dégrade.



Étienne Yatt et Tonio Gomez, de la CGT-Crous.

PHOTO DNA - LAURENT RÉA

« Les fermetures de restaurants universitaires, à Strasbourg ou Rennes, poussent les étudiants vers la restauration rapide. Nous ne sommes pas contre, mais ce type de restauration doit être complémentaire et ne pas se faire aux dépens de la restauration sociale », affirme Lydie Passot, secrétaire générale du syndicat CGT Crous de Strasbourg.

Du 16 au 20 juin, 113 délégués CGT, représentant 25 des 28 Crous qui composent le réseau des œuvres universitaires, sont réunis à Strasbourg pour leur 15^e Congrès national. La montée de la précarité parmi les 8 800 salariés des Crous était au cœur des discussions. Mais hasard du calendrier, le conseil d'administration du Crous de Strasbourg a voté le 13 juin la fermeture définitive du Resto U Pasteur. En raison de sa vétusté, ce restaurant ne servait plus de repas depuis avril 2013. Les représentants étudiants au Crous, dont ceux de l'UNEF, ont voté contre cette décision de fermeture. Pour Georges Pezzana, secrétaire général sortant de la CGT-Crous, le remplacement d'un Resto U par un service de restauration rapide ne va pas dans le sens de la mission sociale des œuvres universitaires, qui fonctionnent avec 30 % de subventions d'État et 70 % de ressources propres.

BERGHEIM Université des grands vins

L'assemblée générale de l'Université des grands vins aura lieu, ce vendredi, 20 juin, à 19h15, au centre socioculturel de Bergheim, route du Vin, à l'entrée du village. Après la partie statutaire, un débat sera organisé sur la prochaine sai-

son de l'UGV. La soirée se poursuivra autour d'un buffet tiré du sac et apporté par chaque participant. Les participants sont invités à s'inscrire au lien web suivant : doodle.com/q3hqnghfcd934nb

J.F.C.

SÉLESTAT Innovation

Un quad militaire

La division défense de la 4H Holding pilotée par le Sélestadien Jean-Michel Ritter présente un quad militaire au salon Eurosatory, événement présentant des produits du monde de la défense et de la sécurité.

Nom de code : Explora. Autonomie : un rayon d'action de 100 kilomètres. Mission : opération en milieu hostile sans intervention physique de personnel et transport de matériel. Ce quad électrique est la déclinaison militaire de l'engin imaginé par le Sélestadien Jean-Michel Ritter. Ce quadricycle avait été récompensé par le concours Lépine à la foire européenne de Strasbourg en 2010.

La division défense de la 4H Holding, société aujourd'hui implantée sur la zone artisanale Sud de Sélestat, a présenté le quad Explora cette semaine au salon Eurosatory, événement présentant des produits du monde de la défense et de la sécurité.

Un robot terrestre télécommandé

Discret en raison de sa motorisation électrique, Explora peut embarquer 200 kilos de matériel. Ce quad peut devenir un



Le quad électrique Explora a été présenté au salon Eurosatory cette semaine. DOCUMENT REMIS

véritable robot terrestre. Sans son siège et sans sa colonne de direction, le véhicule peut recevoir un plateau de chargement. « Dans des zones dangereuses, le véhicule peut amener des vivres et des munitions vers un endroit isolé, ou ramener des blessés », indique Jean-Michel

Ritter. « Il peut aussi être équipé de caméras thermiques ou de tout autre appareillage permettant des missions de surveillance le long des frontières, des clôtures de champs pétroliers ou des aéroports. » Le quad sera commercialisé à partir de 6 000€ dans sa ver-

sion simple (c'est-à-dire nécessitant constamment la présence d'un pilote) et à 8 000 € pour sa version sans pilote et robotisée. Pour l'heure, l'armée française ne s'est pas encore intéressée à Explora. En novembre 2013, la direction générale de l'armement avait néanmoins lancé un appel aux industriels pour étudier la réalisation de robots terrestres.

Plusieurs contacts prometteurs

La société a cependant noué plusieurs contacts prometteurs avec des armées étrangères. Afin de se développer, la société 4H a acheté une friche industrielle de 1,1 hectare (dont 5 000m² de bâtiments) sur la zone artisanale Sud de Sélestat. Jean-Michel Ritter envisage la création d'une quinzaine de postes d'ici la fin de l'année et de 40 emplois d'ici l'an prochain, pour une production évaluée à 300 véhicules par an. ■

STRASBOURG Technologie

Machines high-tech pour (presque) tous

L'IdeasLab de l'INSA prouve que les ateliers ouverts ne sont pas que des repaires pour bricoleurs, mais aussi des incubateurs de technologie.

AU CARREFOUR de l'enseignement, de la recherche et de l'ouverture sur l'entreprise, IdeasLab représente peut-être l'avenir de la relation entre les chercheurs et la société. IdeasLab, c'est le « fablab » de l'école d'ingénieurs INSA Strasbourg. Un « fablab », pour « fabrication laboratory » ou « laboratoire de fabrication », est un lieu dans lequel des machines complexes, souvent pilotées par ordinateur, sont mises à la disposition du public. Pour la conception et la réalisation d'objets. Gratuit pour les étudiants, celui de l'INSA Strasbourg est reconnu par le réseau du prestigieux MIT, le Massachusetts institute of

technology de Cambridge, dans la banlieue de Boston aux États-Unis, et se distingue par son objectif : mettre en relation étudiants, chercheurs et entreprises.

Bien qu'IdeasLab soit accessible au grand public, ses tarifs et son équipement de haute qualité sont clairement à visée professionnelle. Il faut en effet compter environ 300€ pour une demi-journée d'utilisation des machines, sous réserve de la signature d'une convention entre l'utilisateur et la cellule école-entreprise de l'INSA.

Une table graphique partagée

Encadré par Denis Cavallucci, Jean Renaud et Amadou Coulibaly, l'atelier bénéficie à trois publics.

Pour les étudiants, il s'agit de rencontrer les entreprises qui pourront devenir leurs futurs employeurs. Ils doivent analyser



Jean Renaud, directeur du « fablab » de l'INSA.

les problèmes rencontrés par des géants comme Eurocopter et proposer des solutions qui seront adoptées sur le terrain.

Pour les entreprises, IdeasLab devient progressivement un interlocuteur de choix, leur permettant de découvrir l'univers du « fablab » sous un jour professionnel. Les industriels y trou-

vent des idées uniques et des concepts totalement novateurs, comme cette table graphique où plusieurs collaborateurs peuvent travailler ensemble et de manière intuitive sur des schémas techniques. « Je ne vous cacherai pas qu'il y a beaucoup d'entreprises qui sont intéressées », dit Denis Cavallucci en parlant de l'objet dont le logiciel a été entièrement conçu par des étudiants.

Enfin, pour les enseignants-chercheurs, il s'agit d'un formidable outil de recherche. Comme le dit Jean Renaud, directeur du laboratoire LGéCo : « Ce qu'il faut voir aussi, c'est que dans notre « fablab », à chaque maillon, à chaque étape, on développe des modules de recherche. »

Le labo en forme de « fablab » apporte donc un vrai plus à la galaxie en expansion des ateliers ouverts. Il n'y a en effet pas de concurrence avec l'autre « fablab » strasbourgeois, mais une vraie complémentarité.

« On se refait des gens avec AVlab. S'ils voient un projet où il faut des calculs poussés, ils leur disent : « Allez à l'INSA ». Et nous, quand on voit un artiste un peu fou qui arrive avec une pâte à modeler, on lui dit : « Allez voir AVlab ». » ■

ROBIN LAMBERT

» @ Site internet : <http://www.ideaslab.fr/>

L'atelier des citadins

Des machines accessibles, des conseillers sympathiques : chez AVlab, rue de la Douane à Strasbourg, le citadin qui manque de place a accès à un atelier convivial, partagé.

ARCHITECTES, DESIGNERS, graphistes, ils sont une dizaine à s'être regroupés dans un petit local de la rue de la Douane, en plein cœur de Strasbourg, pour bricoler sur leurs « projets perso ». « À la base, vu qu'on est tous citadins, on n'avait pas forcément la place pour bosser », dit l'un d'entre eux.

Entièrement autofinancée au départ, l'association reçoit désormais une subvention de la communauté urbaine de Strasbourg (CUS). Pour l'instant, l'atelier met à disposition son espace de coworking - limité mais fort sympathique - et ses outils. Les matériaux de base restent à fournir.

Les personnes qui souhaiteraient avoir accès au fablab doivent adhérer : compter 50 € par an (30 €

pour entreprises et collectivités). Ensuite, il faut acheter des « unités de fabrication » (valeur : 5 €) à ajouter à celles qui sont offertes dès l'inscription. Parmi les équipements disponibles, une scie à champs tournée, une découpe à fil chaud, une scie à onglet, une perceuse à colonne, un combi lapidaire-ponceuse, une scie à ruban et des outils électroportatifs type perceuse, visseuse, ponceuse...

Inséré dans le réseau des « fablabs », l'atelier, présent sur la liste du MIT, possède des liens étroits avec le TechniStub de Mulhouse, plus axé métal et électronique. « Nous, ce qu'on aimerait, c'est faire un grand rassemblement des « fablabs » de l'Est, pour pouvoir travailler ensemble et échanger des compétences », souligne un graphiste multimédia. Ici, on promet aussi d'autres modes de consommation. Où l'on conçoit puis fabrique ce que l'on achetait tout fait... ■

R. L.

» Strasbourg, 4 rue de la Douane. Site internet : av-lab.net/